

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse  
ud68.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Mulhouse, le 25 juin 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/05/2025

### **Contexte et constats**

publié sur 

**BUTACHIMIE**  
USINE DE CHALAMPE  
68490 Chalampé

Références : 0006700513\_2025\_05\_27\_BUTACHIMIE\_VIIC\_AN25\_PFAS

Code AIOT : 0006700513

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement BUTACHIMIE implanté USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé.

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/05/2025 dans l'établissement BUTACHIMIE à Chalampé.

La visite s'inscrit dans le suivi de l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à la recherche de composés per et polyfluoroalkylés (PFAS) dans les rejets d'eau de l'établissement.

Les résultats des campagnes d'analyse imposées par l'arrêté du 20 juin 2023 pour rechercher l'éventuelle présence de PFAS dans les rejets aqueux industriels mettent en exergue qu'une part significative des ICPE émettent des PFAS. Dans la continuité de l'action nationale 2024, ces émissions doivent être supprimées ou, à défaut, réduites autant que possible. Les exploitants doivent donc définir un plan d'action pour supprimer/réduire les émissions de PFAS.

Le site d'ALSACHIMIE est concerné par l'action compte tenu des flux détectés pour le paramètre AOF et la somme des 20 PFAS.

Les référentiels réglementaires utilisés pour le présent contrôle sont :

- L'arrêté Ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation,
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- et l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2016, portant prescriptions complémentaires (codificatif pour la partie risques chroniques) à la Société BUTACHIMIE à CHALAMPE/OTTMARSHEIM.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BUTACHIMIE
- USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé
- Code AIOT : 0006700513
- Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : IED

Butachimie est une coentreprise entre Solvay et Invista, implantée à Chalampé (Haut-Rhin), au cœur de la plateforme industrielle W-Europe. Elle est le plus grand site mondial de production d'adiponitrile (ADN), avec 30 % de la capacité mondiale, et fabrique également de l'hexaméthylènediamine (HMD). Ces deux intermédiaires chimiques sont essentiels à la production de nylon 6.6, utilisé dans les secteurs automobile, textile, aéronautique et électronique

A ce titre le site est autorisé à exploiter un ensemble d'installation classées pour la protection de l'environnement (site Seveso Seuil Haut et IED), et est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016.

**Thèmes de l'inspection :** AN25 PFAS TOP 99% | Eau de surface

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
4	Plan de surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 9.1.1	Prescriptions complémentaires	/
7	Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Prescriptions complémentaires	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/
2	Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	/
3	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/
5	Prévention des disséminations	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/
6	Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1	/
7	Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	/

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :**

Il ressort du contrôle que suite à la réalisation des trois campagnes d'analyse prévues par l'arrêté ministériel du 20/06/2023, des AOF et des PFAS ont été détectés au-delà des seuils de quantification sur les trois points de rejets de l'installation. Ces détectations ont été faite de la manière suivante sur les points de rejets :

- 3 quantifications en septembre 2023 (1 PFAS) puis octobre 2023 (1 PFAS et AOF) pour le rejet n°1451,
- 2 quantifications en octobre 2023 (2 PFAS) pour le rejet n°9997,
- 2 quantifications en septembre 2023 (1 PFAS) puis octobre 2023 (AOF) pour le rejet n°9996.

Il est important de relevé que lors de ces campagnes initiales une participation notable des eaux amont aux procédés et donc aux points de rejets a pu être mise en avant par l'exploitant que ce soit pour les AOF ou les PFAS.

Dans ce contexte, l'exploitant a procédé aux démarches d'identification de la présence de composés perfluoroalkylés (PFAS) dans les produits utilisés au sein de son site ainsi que leur présence dans les rejets de l'établissement. Pour l'instant, la démarche de recherche via les fiches de données de sécurité a démontré la présence de 23 PFAS dans les produits utilisés sur site. Il ne s'agit pas de produit introduit directement dans le procédé de fabrication, mais de produits utilisés au laboratoire d'analyse, en maintenance, présent dans les fluides frigorigènes des groupes froids, au sein des équipements (joints PTFE) et dans les émulseurs utilisés pour la lutte d'un incendie.

Les investigations complémentaires de l'exploitant ont consisté en l'organisation de campagnes supplémentaires en juin et décembre 2024 2024, qui ont permis de montrer :


- qu'en l'état actuel des connaissances et limite des méthodes analytiques, il n'y pas de corrélation évidente entre le flux en AOF et les flux en PFAS mesurés dans les rejets des installations,
- que l'exploitant remet en cause la justesse des premières analyses réalisées en septembre 2023 concernant le paramètre 6:2 FTOH qui a été quantifiée sans accréditation (accréditation non disponible lors des premières campagnes de 2023) puis qui n'est plus quantifié sur les campagnes suivantes,
- que les PFAS détectés dans les rejets des installations (en dessous du seuil de quantification de 100ng/l, sont également présents dans les eaux amonts des installations, et notamment dans les eaux forages (eaux souterraines),
- que les eaux issues des forages n'ont pas une concentration homogène en PFAS, et qu'il est supposé que la présence de PFAS sur certains sols de la plateforme (notamment ceux ayant pu recevoir par le passé des mousses incendies, lors d'exercice notamment) induit des présences de PFAS hétérogènes dans les eaux forages,
- que les PFAS retrouvées dans les compositions des émulseurs sont cohérents avec les PFAS retrouvés dans les eaux forages analysées,
- qu'à ce titre le piézomètre qui semble en l'état le plus impacté en PFAS (avec des quantités supérieures aux seuils de quantification de 100ng/l) est un piézomètre proche de la zone d'exercice des pompiers de la plateforme,
- que les eaux entrant dans les procédés de fabrication (mélange d'eaux de forage) contribuent à la présence de PFAS dans le rejet des installations, et que les rejets associés à ces alimentations sont par application d'un bilan matière non impactés par une contribution du procédé de fabrication,
- que lors de la dernière campagne de mars 2025, les mesures réalisées sur les AOF et les PFAS ne dépassent pas les valeurs des limites de quantification définies par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Suite à cela, l'exploitant a proposé un plan d'action visant à confirmer les conclusions de ses investigations en mettant en place une surveillance pérenne de ses rejets aqueux, d'une fréquence trimestrielle, pour une durée de 2 ans, et viser à substituer pour la fin d'année 2025 les émulseurs présents sur son site et contenant des PFAS.


L'Inspection considère qu'il est nécessaire de faire application des dispositions de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement en proposant un arrêté préfectoral permettant d'encadrer la surveillance à mettre en place, et des conditions d'investigations complémentaires en fonction des résultats obtenus au cours des campagnes.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	
<b>Thème(s) :</b> Action nationales 2025      Restitution correcte des résultats sur GIDAF	
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.	
<b>Constats :</b>  Les campagnes de mesure imposées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 se sont déroulées durant les mois de septembre, octobre et novembre 2024. À la date du contrôle, trois campagnes complémentaires ont été réalisées par l'exploitant, respectivement en juin et décembre 2024, ainsi qu'en mars 2025.  Le contrôle des déclarations réalisées sur les années 2023 à 2025 montre que l'exploitant a bien déclaré, dans l'application GIDAF, l'ensemble des campagnes de mesures mises en œuvre par ses soins concernant les rejets aqueux de ses installations.  Le contrôle par échantillonnage des déclarations, effectué par l'Inspection, ne révèle pas d'anomalie entre les valeurs déclarées et celles présentes sur les bordereaux d'analyse des laboratoires agréés utilisés par l'exploitant pour la réalisation de ces mesures.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 2 : Rejets aqueux de PFOS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	
<b>Thème(s) :</b> Action nationales 2025      Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L	
<b>Prescription contrôlée :</b>  4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau  Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]  Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l  Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.	
<b>Constats :</b>  Sur les différentes campagnes de mesures réalisées les échantillons suivants ont montré la présence d'Acide perfluorooctanesulfonique (PFOS) :  - Prélèvement eau forage (amont) le 01/09/2023 : 0,063 µg/l - Prélèvement eau forage (amont) le 11/12/2024 : 0,02 µg/l - Prélèvement eau forage (amont) le 11/12/2024 : 0,014 µg/l  Les concentrations mesurées sont inférieures à la valeur réglementaire de 25 µg/L. Il est à noter que les mesures dans les eaux amont, l'exploitant a été jusqu'à une limite de quantification de 0,01 µg/l au-delà de la limite de quantification définie par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 pris en référence pour le contrôle. Aucun échantillon sur les points de rejets ne présente une concentration en PFOS supérieur à la Limite de Quantification de 0,1 µg/l (limite correspondant à la valeur prévue par l'arrêté ministériel précité). Les PFOS ne sont mesurés par l'exploitant que dans les eaux amonts dans les souterraines au droit des installations.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

### N° 3 : Liste des substances PFAS

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Action nationales 2025      Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

**Constats :**

Lors du contrôle, l'exploitant a été en mesure de présenter une liste des produits et substances présents ou ayant été utilisés et contenant des PFAS. Afin d'établir cette liste l'exploitant s'est basé sur l'analyse de l'ensemble des Fiches de Données de Sécurité et fiche techniques des produits et substances qu'il a en référence dans sa base de données produit (sans consultation systématique et formelle de ses fournisseurs).

La liste établie par l'exploitant fait état de 23 substances ou mélanges contenant des PFAS tous états confondus (gaz, liquide, solides). La répartition des présences sur site se fait comme suit :

- 3 PFAS contenus dans 3 produits liquides sont référencés pour le laboratoire (réactifs contenant des PFAS),
- 8 PFAS contenus dans 9 produits gazeux, liquides ou solides sont référencés pour la maintenance (aérosols, graisses, huiles),
- 1 PFAS contenus dans un produit solide référencé sur les équipements (joints PTFE),
- 3 PFAS contenus dans 6 produits gazeux référencés dans les fluides frigorigènes,
- 22 PFAS contenus dans 4 émulseurs.

Le contrôle des éléments transmis par l'exploitant et les constats réalisés par échantillonnage sur site au niveau de certains produits utilisés en maintenance, ont permis de mettre en avant qu'un produit utilisé sur site ne faisait pas partie de l'identification réalisée par l'exploitant. Ce produit « Graisse IKV Fluor MPA 2H » a été ajouté (postérieurement au contrôle) par l'exploitant à sa liste d'identification des substances susceptibles de contenir des PFAS. En effet via l'analyse de la fiche technique du produit, l'exploitant a pu identifier que cette graisse contient également du Perfluoropolyether.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La liste établie par l'exploitant gagnerait en lisibilité et en caractère opérationnel, si elle incluait



également des informations telles que l'état physique des produits concernés, et les utilisateurs de ces produits (laboratoires, maintenance, procédé, service incendie...).

Il appartient également à l'exploitant de continuer à travailler sur la liste des PFAS susceptibles d'être présents dans ses installations en consolidant auprès de ses fournisseurs de produits, l'absence de ces molécules fluorées dans les matières susceptibles d'être présentes sur ses installations.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

#### N° 4 : Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2022, article 9.1.1

Thème(s) : Action nationales 2025      Surveillance des rejets aqueux de l'établissement

##### Prescription contrôlée :

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

##### Constats :

Lors de la réalisation des campagnes initiales (3 campagnes de mesures réalisées de septembre à novembre 2023), l'exploitant a pu identifier la présence d'AOF et de PFAS dans ses prélèvements (eaux amonts) et ses rejets. Une partie des PFAS détectés présentent des concentrations inférieures au seuil de quantification défini par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Les mesures en AOF et PFAS qui dépassent ces limites sont synthétisées ci-dessous :

Résultats pour les rejets en AOF :

Point de surveillance	Type de point	Origine / Destination des eaux	Date de prélèvement	Paramètre (code SANDRE)	Résultat (µg/l)	Flux massique (g/j)
Pt 1451 sortie ét.	Aval	direct au milieu naturel	11/10/2023	AOF (8986)	2,3	1,403
Pt 9996 sortie ét. vers Rhodia	Aval	direct au milieu naturel	23/11/2023	AOF (8986)	3,6	275,3676

Eau canal	Amont	Eaux superficielles	22/11/2023	AOF (8986)	15	27,36

Résultats pour les rejets en PFAS :

Point de surveillance	Type de point	Origine / Destination des eaux	Date de prélèvement	Paramètre (code SANDRE)	Résultat (µg/l)	Flux massique (g/j)
Pt 9996 sortie ét. vers Rhodia	Aval	direct au milieu naturel	01/09/2023	PFHxA (5978)	0,11	5,4929
Pt 1451 sortie ét.	Aval	direct au milieu naturel	01/09/2023	PFHxA (5978)	0,25	0,1617
Eau de forage	Amont	Eaux souterraines	01/09/2023	PFBA (5980)	0,015	0,6486
Eau de forage	Amont	Eaux souterraines	01/09/2023	PFPeA (5979)	0,037	1,6
Eau de forage	Amont	Eaux souterraines	01/09/2023	PFHxA (5978)	0,029	1,2541
Eau de forage	Amont	Eaux souterraines	01/09/2023	PFOA (5347)	0,015	0,6486
Eau de forage	Amont	Eaux souterraines	01/09/2023	PFHxS (6830)	0,01	0,4324
Eau de forage	Amont	Eaux souterraines	01/09/2023	PFOS (6561)	0,063	2,7244
Pt 9997 sortie ét. vers Rhodia	Aval	direct au milieu naturel	10/10/2023	PFHxA (5978)	0,19	1,8466
Pt 9997 sortie ét. vers Rhodia	Aval	direct au milieu naturel	10/10/2023	6:2 FTOH (7997)	0,48	4,6651
Pt 1451 sortie ét.	Aval	direct au milieu naturel	11/10/2023	6:2 FTOH (7997)	0,11	0,0671

Eau canal	Amont	Eaux superficielles	01/10/2023	PFPeA (5979)	0,022	0,0428
Eau canal	Amont	Eaux superficielles	01/10/2023	PFHxA (5978)	0,024	0,0467
Eau canal	Amont	Eaux superficielles	01/10/2023	PFUnA (6510)	0,015	0,0291
Eau de forage	Amont	Eaux souterraines	01/10/2023	PFHxA (5978)	0,01	0,4362
Eau de forage	Amont	Eaux souterraines	22/11/2023	PFPeA (5979)	0,027	1,285
Eau de forage	Amont	Eaux souterraines	22/11/2023	PFHxA (5978)	0,023	1,0946
Eau de forage	Amont	Eaux souterraines	22/11/2023	PFOA (5347)	0,011	0,5235
Eau de forage	Amont	Eaux souterraines	22/11/2023	PFTTrDA (6549)	0,012	0,5711
Eau de forage	Amont	Eaux souterraines	22/11/2023	PFUnDS (8740)	0,017	0,809
Eau de forage	Amont	Eaux souterraines	22/11/2023	PFDoDS (8741)	0,013	0,6187

Ainsi dans le cadre de l'application des principes de la prescription contrôlée, l'exploitant a complété les prérequis fixée réglementairement par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 en réalisant notamment les actions suivantes :

- Prélèvements et analyses sur différentes eaux alimentant les installations :
  - comparaison entre le puits n°12 pris comme référence amont sur les trois premières campagnes, et le puits n°27 qui a fait l'objet de 3 mesures complémentaires en janvier, février et mars 2024, via la société Alsachimie),
  - comparaison des eaux amonts sur 4 puits et 3 piézomètres sur la campagne du 4 juin 2024,
  - définition pour la campagne de décembre 2024 et les suivantes d'une eaux amont procédé représentative des flux entrant dans le procédé de fabrication (points dénommés M3090 et H5149 par l'exploitant),

- mesures analytiques réalisées jusqu'à une limite de quantification de 1ng/l, afin notamment de pouvoir corréler la présence d'AOF et des PFAS,
- mesures analytiques réalisées sur les 3 premières campagnes de mesures sur l'ensemble des substances de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 (pas uniquement le point n°2 de l'article 3), soit 28 PFAS. Périmètre de mesure étendu à 52 substances PFAS (24 de plus que l'arrêté ministériel précité) pour les campagnes suivantes, ainsi que deux molécules (l'acide trifluoroacétique et l'acide trifluorométhane-sulfonique) présentes dans l'inventaire établi par l'exploitant et pouvant être analysées par les laboratoires agréés.
- campagnes complémentaires de recherche réalisées en juin et décembre 2024 sur les différents points de rejets des installations afin d'investiguer sur l'impact des eaux amonts aux procédés, et pour confirmer/infirmier la présence de PFAS dans les rejets n°1451, F9996 et F997 du site,
- Enfin l'exploitant s'engage dans la mise en œuvre d'une surveillance trimestrielle sur une durée de deux ans comme demandé par l'Inspection dans son courrier du 20 novembre 2024. L'Inspection a pu constater l'initiation de cette surveillance à minima sur 2 ans, via la déclaration sur l'application GIDAF, d'une campagne réalisée au mois de mars 2025 sur ses trois points de rejets et sur l'eau d'alimentation des installations (eau forage).

Il ressort en synthèse de ce plan de surveillance complémentaire :

- qu'en l'état actuel des connaissances et limite des méthodes analytiques, il n'y a pas de corrélation évidente entre le flux en AOF et les flux en PFAS mesurés dans les rejets des installations,
- que l'exploitant remet en cause la justesse des premières analyses réalisées en septembre 2023 concernant le paramètre 6:2 FTOH qui a été quantifiée sans accréditation (accréditation non disponible lors des premières campagnes de 2023) puis qui n'est plus quantifiée sur les campagnes suivantes,
- que les PFAS détectés dans les rejets des installations (en dessous du seuil de quantification de 100ng/l, sont également présents dans les eaux amonts des installations, et notamment dans les eaux forages (eaux souterraines),
- que les eaux issues des forages n'ont pas une concentration homogène en PFAS, et qu'il est supposé que la présence de PFAS sur certains sols de la plateforme (notamment ceux ayant pu recevoir par le passé des mousses incendies, lors d'exercice notamment) induit des présences de PFAS hétérogènes dans les eaux forages,
- que les PFAS retrouvées dans les compositions des émulseurs sont cohérents avec les PFAS retrouvés dans les eaux forages analysées,
- qu'à ce titre le piézomètre qui semble en l'état le plus impacté en PFAS (avec des quantités supérieures aux seuils de quantification de 100ng/l) est un piézomètre proche de la zone d'exercice des pompiers de la plateforme,
- que les eaux entrant dans les procédés de fabrication (mélange d'eaux de forage) contribuent à la présence de PFAS dans le rejet des installations, et que les rejets associés à ces alimentations sont par application d'un bilan matière non impactés par une contribution du procédé de

fabrication,

- que lors de la dernière campagne de mars 2025, les mesures réalisées sur les AOF et les PFAS ne dépassent pas les valeurs des limites de quantification définies par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

L'Inspection a procédé à un contrôle des éléments fournis par l'exploitant dans le cadre de ces investigations (contrôle de cohérence entre valeur fournies et valeur reportées dans les outils de comparaison et explication conçus par l'exploitant).

Un contrôle sur site a également été réalisé afin de vérifier le caractère représentatif des points de prélèvements des eaux forage entrant dans son procédé de fabrication. Ainsi l'Inspection a pu vérifier sur le schéma d'instrumentation et de tuyauterie n°SBC-3511 rev13, et sur site que les positionnements des points M3090 et H5149 correspondaient bien à un mélange de l'eau forage prélevée dans les différents puits de la plateforme.

L'Inspection rejoint l'exploitant sur son analyse. Il convient cependant d'acter par voie d'arrêté préfectoral la mise en œuvre de la surveillance aux points de rejets et prélèvements du site dans le but de vérifier dans le temps l'adéquation des hypothèses formulées par l'exploitant en matière d'origine des PFAS et AOF et les résultats sur des campagnes avec un nombre plus conséquent pour l'analyse du retour d'expérience.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 1 Mois

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

**Thème(s) :** Action nationales 2025      Surveillance des rejets aqueux de l'établissement

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...]

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

**Constats :**

En complément des constats explicités dans les points de contrôle précédents, l'Inspection s'est attachée à vérifier sur site par échantillonnage (et uniquement pour l'emploi des produits de maintenance) les conditions d'emploi de certains produits afin de vérifier la maîtrise des émissions voire dissémination en PFAS dans l'environnement.

Il est à noter que les émulseurs référencés par l'exploitant dans son état des matières pouvant contenir des PFAS sont sous la responsabilité du site d'ALSACHIMIE et sont traités dans un rapport de contrôle lié à cet exploitant.

Il est par ailleurs considéré, en l'état actuel des connaissances analytiques et des investigations réalisées par l'exploitant, que les procédés de fabrication du site ne sont pas une source de contribution des émissions en PFAS du site.

Les constats réalisés sur site et les témoignages recueillis sur site au travers des agents du service maintenance ayant participé au contrôle montre que :

- les produits d'étanchéité et de graissage contenant des PFAS utilisés sur certains appareils sont mis en œuvre de manière limitée et uniquement pour certains équipements qui nécessitent l'utilisation de ce type de produits particulier. Par exemple d'après les déclarations de l'exploitant les différents produits listés ci-après sont utilisés dans les quantités décrites :
  - SilPack : 24 tubes de 200 ml par an;
  - Huile IKV fluor 70 : la dernière commande a été faite en mars 2022 d'un bidon de 9 kg qui n'est pas encore ouvert. Il s'agit d'une huile pour une pompe qui n'est pas en service (confirmé par constat sur site concernant le bidon encore neuf),
  - Graisse IKV fluor MPA 2H : environ 1 cartouche de 800 g tous les 2 ans.
- Les produits d'étanchéité et de graissage, ne sont pas en contact direct avec les flux du procédé,
- les différents produits sont stockés sur site au sein de l'atelier maintenance dans des contenants fermés (bidon, tubes, etc), dans des armoires dédiées au stockage de produits chimiques,

- une fois utilisés et consommés, les produits sont jetés en benne déchets spécifique pour les déchets chimique de maintenance.

Ainsi en l'état de la situation à date du contrôle, l'Inspection considère que l'exploitant met en œuvre les moyens pour maîtriser la dissémination des PFAS dans l'environnement liés à son utilisation de produits contenant des PFAS pour ses opérations de maintenance.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 6 : Mesures de suppression/réduction

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1

**Thème(s) :** Action nationales 2025      Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets

### Prescription contrôlée :

1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable

### Constats :

Dans le cadre des constats réalisés ci-avant il a pu être mis en évidence la présence sur site de produits contenant des PFAS utilisés dans divers secteurs de l'installation : maintenance, laboratoire, groupes froids, émulseurs. Il a également été mis en évidence les mesures prises par l'exploitant pour limiter à ce jour la dissémination de ces molécules dans l'environnement.

En l'état l'exploitant a identifié une possibilité de substitution des émulseurs contenant des PFAS présents sur la plate-forme et ses installations. Le présent point de contrôle ne détaillera pas davantage le processus de substitution engagé pour les émulseurs liés au service incendie de la plate-forme, compte tenu du fait que ces éléments sont de la responsabilité de la société ALSACHIMIE en charge des services incendie et de secours pour la plate-forme W-Europe.

Concernant les émulseurs propres à ses installations et en lien avec l'état des matières contenant des PFAS au sein de ses installations, il apparaît que l'exploitant possède un conteneur de 1000 litres d'émulseurs "SKUM ARC 3x3" contenant des substances PFAS. L'exploitant s'est engagé à substituer cet émulseur pour la fin de l'année 2025.

Compte tenu du fait que la substitution des émulseurs contenant PFAS est encadrée par un ensemble de règlement européen directement opposable aux installations (notamment le règlement n°2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants), il n'apparaît pas en l'état opportun pour l'inspection de faire application des dispositions de l'article L . 181-14 du Code de l'environnement en vue de prescrire par voie d'arrêté préfectoral complémentaire les mesures envisagées par l'exploitant pour à terme réduire les produits contenant des PFAS présents sur son site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Afin que son processus de remplacement d'émulseur contenant des PFAS, par des émulseurs ne contenant pas de PFAS, soit robuste et pérenne, il appartient par exemple à l'exploitant de mettre en œuvre des moyens analytiques afin de se garantir de l'absence de PFAS dans l'émulseur proposé par son fournisseur.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**



## N° 7 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	
<b>Thème(s) :</b> Action nationales 2025      Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire	
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>	
<b>Constats :</b> <p>L'ensemble des constats explicités ci-avant amène l'Inspection pour assurer le respect des dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'environnement (mentionné en référence dans la prescription contrôlée) qui pour rappel prévoit notamment que :</p> <p>Extrait de l'article L.1813 : « <i>L'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, selon les cas.</i> »</p> <p>Il convient de prendre par voie d'arrêté préfectoral complémentaire les dispositions qui permettront notamment de maintenir pour à minima 2 ans une fréquence trimestrielle pour la surveillance des émissions en PFAS dans l'environnement.</p> <p>Ainsi un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est en cours d'élaboration et sera prochainement transmis à l'exploitant pour réalisation du contradictoire.</p>	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Dans l'attente de la signature effective du projet précité, il est demandé à l'exploitant à minima de maintenir les actions de surveillance et substitution telles que prévues à date du présent contrôle.</p>	
<b>Respect de la prescription :</b>	Prescription inadaptée
<b>Type de suites proposées :</b>	Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>	Sans Objet